CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS

ARRET

n°23.650 du 25 février 2009
dans l'affaire X / III

En cause : X

Domicile élu : X

contre :

1. l'Etat belge, représenté par la Ministre de la Politique de migration et d'asile.
2. la commune d'Anderlecht, représentée par son Collège des bourgmestre et échevins

LE PRESIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 3 novembre 2007 par M. X, qui déclare être de nationalité algérienne et demande la suspension et l'annulation de l'ordre de quitter le territoire pris à son égard le 2 octobre 2008 et lui notifié le même jour.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations déposés par la première partie défenderesse.

Vu l'ordonnance du 11 décembre 2008 convoquant les parties à comparaître le 15 janvier 2009.

Entendu, en son rapport, Mme N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me V. LURQUIN, avocat, comparaisant pour la partie requérante, et Me E. MOTULSKY *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. Séjournant en Belgique depuis une date indéterminée, le requérant s'est, selon les dires de la partie requérante, présenté à l'administration communale d'Anderlecht, en février 2008, pour y demander des informations quant aux documents à déposer pour effectuer une déclaration de mariage.

Un agent communal l'aurait informé qu'il devait encore produire un passeport national et une copie du jugement de divorce le concernant.

1.2. Le 2 octobre 2007, le requérant s'est vu notifier un ordre de quitter le territoire, pris sous la forme d'un document conforme à l'annexe 12 de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

« article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi et article 21 de l'arrêté royal : demeure dans le Royaume sans être porteur des documents requis par l'article 2 de la loi ; l'intéressé n'est pas en possession de VISA ni de cachet d'entrée (Passeport délivré à Bruxelles)(...) »

1.3. La déclaration de mariage du requérant et de sa compagne a été actée par l'Officier de l'état civil d'Anderlecht, le 6 octobre 2008.

2. Questions préalables.

2.1. Mise hors cause de la première partie défenderesse.

2.1.1. Dans sa note d'observations, la première partie défenderesse demande sa mise hors cause, « Dans la mesure où la partie adverse n'a nullement contribué, de quelque manière que ce soit, à la prise de l'acte querellé, cette mesure émanant de la seule Administration communale d'Anderlecht, (...) ».

2.1.2. Le Conseil observe que la décision attaquée est signée par un agent communal, dont la signature est précédée de la mention « Le délégué du Ministre de (...) la politique de migration et d'asile ».

Il observe également, à la lecture du dossier administratif déposé par la première partie défenderesse, que celui-ci ne comporte aucune instruction adressée par la première partie défenderesse à la seconde, quant à la décision à prendre.

Eu égard à l'article 1^{er}, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers, selon lequel « Pour l'application de l'article 7, alinéa 1^{er}, 1°, de la loi du 15 décembre 1980 (...), les délégués du Ministre sont : (...) 2° les bourgmestres et les agents communaux qui exercent directement l'autorité sur le bureau compétent en matière de police des étrangers ; (...) », le Conseil considère dès lors que la première partie défenderesse est étrangère à la décision attaquée, qui a été prise par la seule seconde partie défenderesse, en sa qualité de délégué du Ministre compétent.

Il estime par conséquent que la première partie défenderesse être mise hors de cause.

2.2. Défaut de la seconde partie défenderesse à l'audience.

N'étant ni présente ni représentée à l'audience du 15 janvier 2009, la seconde partie défenderesse, dûment convoquée, est censée acquiescer au recours, en application de l'article 39/59, § 2, de la loi.

Cet acquiescement présumé ne peut toutefois signifier que le Conseil devrait annuler la décision attaquée même s'il ressort de la requête que les conditions légales mises à l'annulation ne sont pas réunies (cfr. dans le même sens, RvSt, n°140.504 du 14 février 2005 et RvSt., n°166.003 du 18 décembre 2006).

Dans le cadre de son contrôle de légalité, le Conseil doit en effet vérifier si l'autorité administrative dont émane la décision attaquée n'a pas violé des formes substantielles ou prescrites à peine de nullité ou commis un excès ou détournement de pouvoir.

Le Conseil estime devoir procéder à ce contrôle en l'espèce, malgré le défaut de la seconde partie défenderesse à l'audience.

3. L'examen du moyen d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un moyen unique « de la violation des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, l'article 62 de

la loi du 15 décembre 1980 précitée, des articles 8 et 12 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, du principe général de prudence, du principe général de bonne administration, ainsi que de l'erreur manifeste d'appréciation.

Elle soutient notamment, dans ce qui peut être considéré comme une première branche, que « (...) la partie adverse, en donnant cette motivation à la base de l'ordre de quitter le territoire, enfreint son obligation de motivation formelle et adéquate des actes administratifs en ce qu'elle ne fait aucunement mention, dans les motifs de sa décision, de la réalité de la cellule familiale que forment le requérant et sa compagne ; Que, en effet, le requérant et sa compagne avaient manifesté leur intention de se marier à la commune d'Anderlecht depuis le mois de février 2008, soit avant la décision d'ordre de quitter le territoire attaquée ; (...) Que le fait, pour la partie adverse, de contraindre le requérant à quitter le territoire alors qu'il a manifesté aux autorités belges l'intention de se marier avec une personne de nationalité belge est totalement contraire au droit fondamental au respect de la vie privée et familiale du requérant tel que prévu par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (...) ainsi qu'au droit de contracter mariage prévu à l'article 12 de la CEDH ; (...) ».

3.2. En l'espèce, le Conseil observe que la question à trancher dans le cadre du présent litige est celle de savoir si la seconde partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation formelle des actes administratifs, en prenant la décision attaquée sur la base d'une motivation ne permettant pas de déterminer si elle a tenu compte des éléments relatifs à la vie familiale du requérant.

La réponse à cette question implique notamment de savoir si le requérant avait informé la seconde partie défenderesse de sa situation à cet égard.

La partie requérante déclare dans sa requête que la seconde partie défenderesse était parfaitement informée de l'intention du requérant de se marier en Belgique avec une Belge, celui-ci s'étant présenté à l'administration communale d'Anderlecht, en février 2008, pour y demander des informations quant aux documents à déposer pour effectuer une déclaration de mariage, et un agent communal l'ayant informé qu'il devait encore produire un passeport national et une copie du jugement de divorce le concernant.

La seconde partie défenderesse n'ayant déposé aucun dossier administratif, ni note d'observations dans le cadre de la présente procédure, et n'ayant pas comparu à l'audience du 15 janvier 2009, où elle avait été dûment convoquée, le Conseil est mis dans l'impossibilité de vérifier les dires de la partie requérante.

Il estime dès lors que lesdits dires doivent être considérés comme avérés, conformément à l'article 39/59, § 1^{er}, de la loi.

Par conséquent, force est de constater qu'en prenant la décision attaquée sur la base de la seule motivation citée au point 1.2., sans tenir compte des éléments qui lui avaient été soumis par le requérant eu égard à son intention de mariage - qui a été concrétisée par une déclaration de mariage en bonne et due forme, effectuée quelques jours seulement après la délivrance de la décision attaquée -, la seconde partie défenderesse a manqué à son obligation de motivation formelle des actes administratifs et au principe général de bonne administration.

3.3. Il résulte de ce qui précède que le moyen est fondé en sa première branche

Il n'y a dès lors pas lieu d'examiner l'autre branche du moyen qui, à la supposer fondée, ne pourrait entraîner une annulation aux effets plus étendus.

4. Les débats succincts suffisant à constater que la requête en annulation doit être accueillie, il convient d'appliquer l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5. La décision attaquée étant annulée par le présent arrêt, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS,

LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er.

La première partie défenderesse est mise hors de cause.

Article 2.

L'ordre de quitter le territoire, pris à l'égard du requérant, le 2 octobre 2008, est annulé.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la IIIe chambre, le vingt-cinq février deux mille neuf, par :

Mme N. RENIERS, juge au contentieux des étrangers,

Mme S.-J. GOOVAERTS, greffier assumé.

Le Greffier,

Le Président,

S.-J. GOOVAERTS.

N. RENIERS.